



Elisabetta PERNIGOTTI, *Désindustrialisation et précarisation au féminin en France et en Italie*

Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2018, 238 p.

Romain Castellesi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/15618>

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Romain Castellesi, « Elisabetta PERNIGOTTI, *Désindustrialisation et précarisation au féminin en France et en Italie* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 48 | 2018, mis en ligne le 01 février 2019, consulté le 10 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/15618>

Ce document a été généré automatiquement le 10 octobre 2019.

Tous droits réservés

Elisabetta PERNIGOTTI,

Désindustrialisation et précarisation au féminin en France et en Italie

Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2018, 238 p.

Romain Castellesi

RÉFÉRENCE

Elisabetta PERNIGOTTI, *Désindustrialisation et précarisation au féminin en France et en Italie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2018, 238 p.

- 1 Les femmes ont toujours travaillé, mais à quel prix ? L'ouvrage de la sociologue et féministe Elisabetta Pernigotti, paru à titre posthume en avril 2018, repose sur un constat poignant. L'indépendance des femmes conquise par l'accession généralisée au marché du travail est une construction fallacieuse dissimulant une position largement inégalitaire dans leurs activités professionnelles. Dans la lignée des récents travaux de la *feminist labour history*, cette étude, issue d'une thèse de doctorat, entend révéler les dynamiques genrées de la précarisation à l'heure de la désindustrialisation. Sa démarche est remarquable à deux égards. D'abord, par le choix de la France et de l'Italie qui met en exergue des modèles législatifs européens dissemblables notamment dans l'encadrement du travail à temps partiel et du travail informel. Ensuite, par le choix de deux terrains anciennement industrialisés en milieu rural (le bocage normand et le Piémont), qui permet de présenter une main-d'œuvre féminine rarement étudiée. Fortement sédentarisée et bon marché, cette main-d'œuvre montre aujourd'hui des « désavantages cumulatifs » articulant genre et classe sociale : la contrainte géographique, la déqualification et la dislocation du tissu industriel local déstabilisent des sociabilités ouvrières anciennes. Dans une vaste enquête orale sur les trajectoires de ces travailleuses blanches des classes populaires rurales, l'auteure ambitionne de

donner la parole, « dans la lignée du féminisme et de la critique du capitalisme » (p. 17), à des invisibles parmi les invisibles.

- 2 L'ouvrage est construit en deux parties. La première dresse un bilan comparatif de l'emploi féminin en France et en Italie. Si les deux pays montrent une forte croissance, dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle, du taux d'activité des femmes, la hausse de l'activité féminine est concomitante à une période d'accroissement du chômage et de l'emploi précaire. D'après l'INSEE, l'arrivée des femmes sur le marché de l'emploi résulte donc « principalement – voire uniquement – du fait de la baisse de l'emploi masculin » (p. 34). Lors des périodes de chômage, auxquelles elles sont davantage exposées, les femmes en couple sont les plus vulnérables. Le système d'indemnisation sociale, notamment en France où il est plus structuré qu'en Italie, est calculé à partir des revenus fiscaux des deux conjoints. Le principe de solidarité financière au sein du ménage ignore les disparités de revenus entre le mari et la femme tout comme la division genrée des rôles dans le couple, largement défavorable aux femmes.
- 3 La seconde partie restitue, à travers les récits de vie des enquêtées, les expériences subjectives de la précarité dans la sphère privée. Les dynamiques d'exclusion de l'emploi commencent dès la petite enfance, lorsque les parents s'opposent à l'accès aux études professionnelles et/ou supérieures des femmes. L'invisibilisation se poursuit par le renoncement fréquent de leur travail pour suivre les aspirations professionnelles du mari, dont l'emploi à temps plein est la seule forme jugée légitime de revenus pour la famille. Cette « position structurellement dissymétrique » (p. 108), pour reprendre l'expression de la philosophe Rosi Braidotti, signifie que, lors de la mise en ménage, l'emploi est un prérequis masculin et que l'inactivité des femmes suppose nécessairement la gestion du travail familial. Dès lors, la situation des travailleuses pauvres en milieu rural se résume à la mobilité forcée, à l'enchaînement de périodes de chômage causé par le cumul des contrats à temps partiel (61,4% de femmes en 1984 en Italie, et plus de 83% en France pour l'année 1986). Cette instabilité provoque des séquelles psychologiques pouvant aller du sentiment d'isolement dans le foyer à des dépressions chroniques, en passant par un épuisement physique. Ce mal-être est avant tout le fait d'une contradiction insoluble entre l'expérience de la précarité et une aspiration profonde, partagée par la plupart des enquêtées françaises et italiennes : accéder à l'autonomie par un emploi stable, dans la région où elles disposent de sociabilités primaires. Lorsqu'elles restent dans leurs villes d'origine, ces femmes sont pourtant en première ligne des licenciements économiques. Souvent déqualifiées et vivant dans des localités mono-industrielles, elles sont contraintes à « s'adapter par la peur » (p. 56) du fait de la raréfaction de l'emploi conjugée à une moyenne d'âge élevée. Malgré une situation matérielle et financière relativement stable, le sentiment de crise reste prédominant face à la perspective du chômage de longue durée et à la persistance du travail informel.
- 4 Qu'elles soient en situation d'inactivité ou d'emploi, les femmes les moins aisées doivent, dans tous les cas, assumer parallèlement la gestion du travail familial. Elles supportent en ce sens un « double fardeau » (p. 176) désormais bien connu de la sociologie du travail. Cette interdépendance de la sphère privée et professionnelle est le fruit d'une injonction de genre assignant les femmes au devoir de solidarité intergénérationnelle par leur réduction à une nature maternelle et liée au soin. En Italie, particulièrement, les femmes sont non seulement amenées à s'investir dans le soin des parents à la place de leurs frères, mais aussi parfois de leurs beaux-parents.

- 5 En dernier lieu, l'auteure s'intéresse au développement des emplois domestiques et des services à la personne, pouvant constituer une réponse au travail familial exercé gratuitement. Pourtant, la défaillance de l'organisation du secteur, spécifiquement en milieu rural, ne permet pas une rémunération décente des travailleuses. Elles font de ce fait souvent le choix d'un travail non-déclaré qui les replonge dans une configuration précaire.
- 6 Cet ouvrage, tragiquement inachevé, rend hommage au travail de la chercheuse et féministe qu'était Elisabetta Pernigotti. Il apporte un éclairage salutaire sur les logiques genrées de la précarité. Il rappelle l'impossibilité de saisir les mécanismes de domination et/ou d'exclusion des femmes au travail sans en dévoiler le caractère systémique et intersectionnel. Le développement du travail à temps partiel vient répondre à un désir des femmes pauvres de contrebalancer leur enfermement dans le travail familial, mais il ne fait en réalité que renforcer leur exploitation de classe et perpétuer les périodes d'inactivité, les reléguant finalement dans les tâches domestiques.
- 7 Néanmoins, le potentiel heuristique de la démarche comparative n'est pas exploité jusqu'au bout en ne montrant pas de nuances intrinsèques aux terrains français et italiens, voire en renonçant à la confrontation entre les deux États dans une large partie de l'analyse quantitative. Le panorama de l'enquête est d'autant plus restreint que le recours à la notion de « désindustrialisation », pour caractériser les bassins d'emploi où se situe l'analyse, ne tient pas ses promesses. Les contrecoups psychologiques et physiques de la précarité ne peuvent en effet se comprendre, pour beaucoup d'enquêtées, sans se pencher sur la désagrégation des sociabilités et la crise identitaire des anciennes ouvrières consécutive à la fermeture des entreprises à la main-d'œuvre féminine qui structuraient l'économie locale. À ce titre, l'enquête aurait gagné à montrer les stratégies de résistance à ces situations d'exclusion, tout comme le fait que les minimas sociaux ne sont pas toujours « un piège » (p. 40) tendu aux femmes, mais constituent un revenu complémentaire indispensable à leur survie et leur autonomie.

AUTEURS

ROMAIN CASTELLES

Université de Bourgogne Franche-Comté - Centre Georges Chevrier